

L'Arche de Noé

Noyan Tapan

Hebdomadaire L'ESSENTIEL Depuis le 4 Mai 1993

#45 (751)
1er Decembre
2008



Prix: 1000 drams

Victoire échiquéenne



L'équipe arménienne d'échecs a pour la deuxième fois consécutive remporté le titre du champion olympique

voir ci-dessous

Le gouvernement arménien accordera des garanties d'Etat aux petits et moyens entrepreneurs

Par Hasmik Hakobian

Afin d'atténuer l'impact de la crise financière internationale sur l'économie arménienne, un conseil sera créé par la recommandation du premier ministre arménien. Le conseil proposera des solutions aux problèmes émergés dans les entreprises de production de la république, a déclaré Haïk Mirzoyan, chef du département du développement économique du ministère de l'Economie de la RA, lors de la conférence de presse du 26 novembre.

Selon lui, le gouvernement arménien accordera des garanties d'Etat aux petits et moyens entrepreneurs pour qu'ils puissent éviter les conséquences possibles de la crise, se servant des ressources de crédit accessibles.

suite à la page 3

Le procureur général critique Thomas Hammarberg

Par Sousanna Petrossian, Sona Machourian

Selon Thomas Hammarberg, commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, " les derniers événements en Géorgie, la discussion sur le Karabagh, et l'activation des relations avec la Turquie n'ont aucun impact sur la position du Conseil de l'Europe par rapport aux événements du 1er mars, car il s'agit des droits élémentaires de l'homme. L'Arménie est un membre du Conseil de l'Europe, et la violation des droits de l'homme est impardonnable. Lors de la conférence de presse du 22 novembre il a déclaré qu'il approuve la création d'un groupe d'experts chargé de l'établissement des faits à Erévan. Selon lui, il est très important que des représentants de diverses forces politiques soient impliqués dans le groupe, qu'ils sont vraiment indépendants et sont des experts. D'après Th. Hammarberg, toutes ces trois circonstances rendent le travail du groupe important.

Néanmoins, le commissaire a

déclaré qu'il est disposé à critiquer et qu'il n'est pas satisfait de la situation des prisonniers. " Il m'inquiète que les personnes sont privées de liberté de plus de 8 mois sans présenter des preuves exactes



Aghvan Hovsepian et Thomas Hammarberg

qu'ils sont responsables des événements du 1er mars "

Il a indiqué les imperfections des procédures judiciaires. En particulier, selon Hammarberg, il y a des cas où une pression est exercée sur les témoins. Selon lui, tous les jugements définitifs sont pris fondés sur des témoignages des policiers qui sont eux-mêmes responsables des actions violentes.

Hammarberg a particulièrement

suite à la page 2

L'équipe arménienne d'échecs est devenue double championne

Par Sona Machourian

Le soir du 26 novembre, avec le président arménien Serge Sargssian, les vainqueurs des 38e Olympiades Mondiales d'Echecs, membres de l'équipe masculine d'échecs d'Arménie : Lévon Aronyan, Gabriel Sargssian, Vladimir Hakobian, Tigran Petrossian Artaches Minassian et Archak Petrossian, l'entraîneur principal de l'équipe, sont arrivés de Dresde à Erévan par l'avion du chef d'Etat. Le président arménien Serge Sargssian, président de la Fédération Arménienne des Echecs, était parti pour Dresde afin de relever le moral des participants dans la ronde finale de l'Olympiade.

L'équipe masculine d'échecs d'Arménie a remporté le titre du champion aux 38e Olympiades Mondiales d'Echecs, tenues à Dresde (Allemagne). Donc, l'équipe est devenue double championne olympique car elle avait remporté en 2006 à Turin le titre

du champion olympique. Dans l'histoire des Olympiades d'Echecs seulement 8 pays ont pu devenir double champion. Cette victoire a provoqué un grand enthousiasme parmi la société arménienne.

Dans l'aéroport " Zvartnonts " le chef de l'Etat a remis des couronnes de lauriers aux champions, et des bouquets aux membres de l'équipe féminine d'échecs qui avaient pris la 6e place.

La délégation dirigée par le président de l'AN Hovik Abrahamian, les membres du gouvernement avec le premier ministre Tigran Sargssian à la tête, d'autres fonctionnaires, des membres de famille, des parents, des centaines de citoyens étaient venus pour accueillir les champions à l'aéroport.

Plus tard, un concert, consacré à la victoire des joueurs d'échecs, a eu lieu dans le Complexe de sport et de concert Karen Démirtchian. Le président a félicité à l'occasion de la victoire et a

indiqué que c'était une triple fête pour lui comme président de la RA, président de la Fédération Arménienne d'Echecs et tout simplement comme échéphile. " Il se peut que cette sensation répandue de l'unité nationale soit notre plus grande victoire. Remporter le titre du champion est difficile, mais le maintenir est difficile à double reprise ", a dit le président, soulignant que les joueurs d'échecs arméniens ont prouvé une fois de plus que " notre pays est une superpuissance d'échecs ". " Tout pays du monde entier peut être fier d'une telle équipe, même les plus grands et économiquement les plus puissants, cependant, ils nous offrent cette fête pour la deuxième fois consécutive ", a dit S. Sargssian.

Le président arménien a également dit des mots d'appréciation en mémoire de Karen Asrian, vainqueur à l'Olympiade d'Echecs à Turin. Avec des applaudissements les présents se sont joints

suite à la page 4

Le procureur général critique Thomas Hammarberg

Début à la page 1

ment évoqué les questions concernant l'"Affaire des sept", c'est-à-dire, les organisateurs des événements du 1er mars. Le commissaire a émis un doute qu'il y avait la bonne volonté de renverser le pouvoir de force. Il a dit qu'avant d'exprimer son point de vue final, il va étudier tous les matériaux de l'"Affaire des sept" et être mis au fait de la conclusion judiciaire. " Et si j'indique qu'il n'y a pas assez de preuves pour transmettre l'affaire à la cour, une possibilité de commencer des discussions sur l'existence des prisonniers politiques sera créée. Jusqu'ici je n'ai jamais été témoin des preuves aveugles sur la base desquelles la cour indépendante pourrait accuser ces personnes de renverser le pouvoir de force ", a-t-il déclaré.

Il a informé qu'il avait déjà déclaré au président et aux membres du gouvernement qu'il serait ferme s'il parvient à prendre une décision concernant l'Arménie par les structures européennes. Thomas Hammarberg a rappelé que la session de l'APCE aurait lieu fin janvier, et que la question de la mise en œuvre des exigences des résolutions de l'APCE par l'Arménie serait à l'ordre du jour. Il a en particulier indiqué deux points : si une enquête impartiale sur les événements du 1er mars est ouverte et comment les personnes privées de liberté sont traitées dans les prisons. " L'institut du haut commissaire et l'APCE sont deux structures indépendantes, néanmoins, ce que je rapporterai aura un rôle considérable dans la formation des conclusions de l'APCE ".

Selon lui, la décision sur la prise des sanctions pourra être l'une des versions possibles de la prise d'une décision par l'APCE, en particulier, la privation de la délégation arménienne de la voix. Cependant, il a souligné que le délai - limite de la mise en œuvre des exigences des résolutions n'avait pas encore expiré, et il y avait assez de temps pour que les autorités arméniennes accomplissent un progrès dans la mise en œuvre de beaucoup d'exigences. D'après lui, aucun progrès n'est

accompli jusqu'ici dans la mise en œuvre des exigences des résolutions de l'APCE.

D'après le procureur général arménien Aghvan Hovsepian, certaines évaluations exprimées par Thomas Hammarberg lors de la conférence de presse du 22 novembre à Erévan, basé sur l'information inachevée sur un certain nombre de questions contribuent indirectement à l'enracinement d'un certain nombre de phénomènes vicieux, ne contribuent pas à la formation d'une atmosphère de confiance et à la mise en œuvre de la justice. Selon le communiqué officiel du Parquet général de la RA, Aghvan Hovsepian l'a indiqué lors de la rencontre avec Silvia Zehe, représentante spécial du secrétaire général du Conseil de l'Europe, tenue le 25 novembre à Erévan.

En particulier, le procureur général a émis un doute que Th. Hammarberg avait exprimé des évaluations sur le bien-fondé des accusations portées aux personnes actuellement en état d'arrestation préliminaire sans être mis au fait de ces preuves et des matériaux du procès criminel. Le procureur général a noté que certaines pensées exprimées par Th. Hammarberg pouvaient être estimées comme tendance même si indirectement de défendre le fait de fausses dépositions par les témoins sur le procès criminel.

A. Hovsepian a indiqué qu'en particulier les accusés, leurs parents et leurs partisans avaient à plusieurs reprises fait des tentatives d'exercer des pressions sur les témoins des procès criminels concernant les désordres de masse des 1er et 2 mars. Ces derniers incitaient de déposer en faveur des accusés. D'ailleurs, des pressions psychologiques, même des violences physiques sont exercées envers l'inculpé regrettant pour le crime commis par lui. Des menaces sont adressées à la cour et aux procureurs pendant les audiences. Néanmoins, seulement un procès criminel a été intenté jusqu'ici pour la fausse déposition par un témoin: le témoin avait indiqué pendant l'audience qu'il

n'avait pas écrit et signé le témoignage joint au procès criminel, c'est-à-dire, le juge d'instruction avait créé une fausse preuve. Une expertise de signature était fixée dans le cadre du procès criminel intenté par la conclusion de laquelle il s'est établi que le protocole de l'audition avait été signé par le témoin personnellement et n'était pas forgé, donc, en raison de la recherche préliminaire il a été décidé de porter une accusation contre le témoin pour avoir fait une fausse déposition.

Un autre procès criminel a été intenté pour exercer une pression sur un témoin afin de l'inciter à une fausse déposition basé sur le rapport par écrit du témoin.

Quant au conseil de Th. Hammarberg de profiter des services des experts internationaux pour révéler les circonstances du décès de 10 personnes suite aux événements des 1er et 2 mars, le procureur général a indiqué qu'à partir du mois de mars 2008 le Parquet général avait envoyé des lettres aux chefs des bureaux d'Erévan de l'ONU et de l'OSCE et au commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe Thomas Hammarberg, à l'ambassade des États-Unis en Arménie avec la demande de fournir des spécialistes et des experts internationaux compétents afin de révéler des circonstances concrètes, d'effectuer des expertises concrètes, mais aucun expert n'a été fourni. L'Arménie avait même exprimé sa bonne volonté d'envoyer les matériaux appropriés à un certain centre d'expertise à l'étranger que lesdites structures internationales de renom auraient conseillé.

Le procureur général a indiqué que le corps de recherche préliminaire avait besoin en effet d'experts internationaux dans la question de l'élucidation de certaines circonstances. Si les experts étrangers peuvent aider la recherche à découvrir, en particulier, de quel moyen spécial du policier sont morts les trois personnes civiles, l'Arménie est prête à les inviter couvrant toutes les dépenses financières de ce voyage.

Davit Chahnazarian n'exclut pas la possibilité du recommencement des actions de masse

Par Sousanna Petrossian

Si les autorités continuent leur politique envers les prisonniers politiques, le Congrès National Arménien (CNA) n'exclut pas que les actions de masse de la protestation peuvent recommencer à tout



moment, a déclaré Davit Chahnazarian, représentant du CNA, lors de la conférence de presse du 25 novembre.

Quant à l'influence possible de la position du commissaire aux droits de l'homme Thomas Hammarberg sur la décision de l'APCE sur l'Arménie, D. Chahnazarian a indiqué que le Conseil de l'Europe se composait de plusieurs structures et dans l'ensemble il était une organisation assez bureaucratique où les situations non standards n'étaient pas admissibles. Selon lui, la position de T. Hammarberg, ayant récemment visité l'Arménie, est proche de la réalité. Néanmoins, il a émis un doute que le Conseil de l'Europe pouvait partager l'opinion du com-

missaire. " Nous ne comptons pas sur le Conseil de l'Europe et les structures européennes, en général. Que les Européens continuent de regarder tout ce qui s'est produit avec des yeux fermés ", a dit le représentant du CNA.

Quant aux derniers développements des processus liés aux événements du 1er mars, D. Chahnazarian a souligné que les autorités faisaient leur meilleur afin de dissimuler la cruauté envers les manifestants pacifiques. Et l'histoire de la participation d'un tireur isolé à ces événements en est la preuve. D. Chahnazarian a émis un doute sur les rapports officiels des autorités qu'un tireur isolé devait se trouver au lieu des événements selon le tableau des effectifs car il s'était joint à la subdivision de police qui était au lieu des événements à ce moment-là. "Cependant, trois subdivisions y étaient présentes, pourquoi on parle seulement de ce tireur isolé ? Les tireurs isolés n'agissent pas seuls, ce sont les tueurs à gages qui agissent seuls, et cela, pas toujours", a déclaré D. Chahnazarian.

Il a considéré " L'affaire des sept " comme déshonneur pour le pays. Il met en doute le fait que toutes les pièces sur les meurtres sont mécaniquement classées dans ce dossier.

D. Chahnazarian a exprimé l'espoir que l'instruction sur les événements du 1er mars dans le cadre du groupe d'experts de l'établissement des faits serait efficace. Pourtant, selon lui, il y a des soupçons sérieux que les autorités ne présenteront pas des pièces complètes au groupe. Quant à l'opposition, elle a des faits suffisants, et les autorités doivent le prendre en compte.

Ara Papian propose de proclamer le Haut-Karabagh comme région d'Arménie

Par Narée Grigorian

" Si le monde souhaite en effet résoudre le problème du Haut-Karabagh sur la base des normes du droit international, donc il doit prendre en compte un certain nombre de décisions prises précédemment ", a déclaré l'expert indépendant Ara Papian, lors de la conférence de presse du 25 novembre. Il a rappelé que la déclaration tripartite signée à Moscou contenait un principe, selon lequel, le règlement du conflit du Haut-Karabagh est observé sur la base des normes et des principes du droit internationaux et des décisions et documents adoptés dans ce cadre. Selon A. Papian, parmi ces décisions et documents, la communauté internationale devrait également prendre en compte quelques documents soviétiques, selon lesquels le Haut-Karabagh et Nakhitchevan étaient sous la dépendance administrative

de l'Azerbaïdjan, et n'en faisait pas la partie.

En outre, la communauté internationale doit admettre que selon le rapport (le 24 février 1920) de la commission respective du prédécesseur juridique de l'ONU, de la Ligue des nations, il a été



prévu de réaliser une délimitation dans le Caucase du sud par le principe de la distribution

nationale.

Selon A. Papian, il faut également tenir en compte le fait que selon les lois de l'URSS, les corps autonomes tels que le HK, avaient le droit d'être les maîtres de leur propre destin par un référendum individuel, ce qui a été violé par l'Azerbaïdjan.

L'expert a indiqué que prenant en considération tout cela, il a élaboré un document par écrit, prévu pour l'Assemblée nationale de la RA. Il est, en particulier, stipulé dans le document : " L'AN de la RA, agissant dans le cadre de sa compétence, s'adresse au président arménien, comme garant de l'intégrité territoriale de la RA, de prendre des mesures dans la direction de la reconstitution de l'intégrité territoriale de la RA, de la souveraineté de la RA sur tout le territoire contrôlé par la RHK et de proclamer la RHK comme région du Haut-Karabagh de la RA ".

Il est prévu de fonder un sous-comité de la coopération UE-Arménie aux questions de justice

La rencontre UE-Arménie au niveau des experts, consacrée aux questions de justice, de la liberté et de la sécurité, a eu lieu à Bruxelles, le 25 novembre. Cette rencontre est considérée comme la première étape de la fondation d'un sous-comité de la coopération UE-Arménie aux questions de justice. La délégation interdépartementale arménienne était composée d'experts des ministères des Affaires étrangères, de la Justice, du ministère de la Gestion territoriale, de l'Agence d'immigration, de la Police et du Service de la sécurité nationale. De près de vingt experts participaient de la part de la Commission européenne.

L'un des objectifs principaux de la rencontre était de présenter au côté arménien la politique menée par l'UE et de discuter les réformes réalisées dans les domaines de la

justice, de la liberté et de la sécurité en Arménie.

Des questions liées au processus de la mise en œuvre des parties correspondantes du plan d'actions de la politique européenne de voisinage Arménie - UE, à la migration, à l'accord des visas d'entrée, à la gestion des frontières, et à la sécurité des documents de voyage y ont été également discutées.

Comme Noyan Tapan fut informé par le Service de presse et d'information du MAE de la RA, en 2009 il est prévu de fonder un sous-comité de la coopération UE-Arménie aux questions de justice, de liberté et de sécurité, ce qui à son tour créera une base institutionnelle pour le commencement du dialogue Arménie-UE en matière de la simplification du régime des visas d'entrée.

Un accord sur l'octroi de crédits de 10 millions de dollars à la Converse Bank a été signé par la BERD

Par Samvel Sargssian

Un accord sur l'octroi de crédits de 10 millions de dollars entre "Converse Bank" et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) a été signé le 25 novembre. L'accord a été signé par Michael Weinstein, chef du bureau d'Erévan de la BERD, et le directeur exécutif de "Converse Bank" Ararat Ghukassian. Selon l'accord, le crédit, octroyé à "Converse Bank" pour un délai de 3 ans, par 2 parts et à un taux d'intérêt de marché, sera dépensé sur le développement de petites et moyennes entreprises, indépendamment de la région arménienne où l'entreprise donnée est située. La banque recevra la première part en janvier 2009.

Le président de la Banque centrale d'Arménie (BCA) Arthur Djavadian était présent à la cérémonie de signature. D'après lui, actuellement les banques arméniennes n'ont aucun problème de réalisation, et les crédits étrangers permettent de protéger les banques arméniennes contre l'impact possi-

ble de la crise financière globale. Selon A. Ghoukassian, dans le cadre dudit projet de crédit de la BERD, "Converse Bank" accordera des crédits pour un délai de quatre ans, à un taux d'intérêt de près de 16%, selon les risques liés à l'emprunteur en question.



Michael Weinstein et Ararat Ghukassian

Le président de la BC a dit que les rumeurs, selon lesquels les banques arméniennes n'accorderaient pas de crédits, ne correspondaient pas à la réalité. Selon lui, cette année le montant total de l'octroi de crédits a augmenté de 50% par rapport à l'année précédente. A. Ghoukassian a ajouté que "Converse Bank" continuera l'octroi de crédits avec ses propres

ressources, mais l'introduction des ressources externes à cette fin contribuera de plus à satisfaire la demande croissante des crédits.

A. Djavadian a annoncé que l'octroi de crédits à la consommation avait été réduit un peu car ce type de prêt contenait plus de risques par rapport à celui des entreprises. En outre, de nouveaux risques ont émergé qui incitent les banques d'être plus attentives en choisissant des emprunteurs.

Il est à noter que la société anonyme "Converse Bank" a été fondée en 1993. Ses actionnaires actuels sont la société "Advanced Global Investments" (95%), dont l'actionnaire principal est l'homme d'affaires argentin d'origine arménienne Eduardo Eurnekian, et l'Eglise Apostolique Arménienne (5%). La banque a 25 branches dans 13 villes arméniennes et 500 employés. En date du 31 octobre 2008, le capital de la banque a fait 13 milliards de drams (de plus de 42,6 millions de dollars), ses actifs ont fait 63,9 milliards de drams, les responsabilités ont fait 50,9 milliards de drams.

Bagrat Asatrian est sceptique envers le projet anticrise du gouvernement

Par Haroutiun Khatchatrian

La série de mesures de contre-carrer la crise économique que le premier ministre Tigran Sargssian a présenté ne contient pas une description des actions concrètes, et pour cette raison il est impossible de donner des évaluations, a indiqué Bagrat Asatrian, professeur de l'Université d'Etat d'Erévan, ancien président de la Banque centrale d'Arménie (BCA), lors de l'entretien avec le correspondant de Noyan Tapan.

Il est à rappeler que dans son discours à l'Assemblée nationale le 12 novembre, Tigran Sargssian a présenté le point de vue du gouvernement sur la façon dont la crise économique globale peut influencer sur l'Arménie et quelles mesures le gouvernement peut prendre afin d'atténuer cet impact.

"Les premiers ministres ont une langue de parler : le budget d'Etat. Cependant, aucune des actions anticrises indiquées par le premier ministre n'a été reflétée dans le budget 2009", a dit B. Asatrian. D'après lui, un des points faibles du projet présenté est qu'il n'est pas clair comment les mesures

de l'assistance des entreprises que le premier ministre a proposé peuvent être mises en œuvre. Les critères par lesquels seront choisies les entreprises ne sont pas présentés, et il est peu clair si le gouvernement pourra résister à la pratique actuelle du patronage en



Arménie et ne fournira pas de subventions à ceux qui n'en ont pas besoin. Le gouvernement a annoncé le 20 novembre qu'il avait préparé un projet de loi sur ces critères. Cependant, ses détails n'ont pas été rendus publics.

Quant aux buts prioritaires proclamés par le gouvernement, selon B. Asatrian, ces buts ne sont

pas raffermis par des assignations budgétaires. Les assignations visant à l'établissement d'un centre financier en Arménie sont absentes, et seulement 200 mille dollars sont assignés pour fonder "un technopole" à Gyumri.

Contrairement au gouvernement, B. Asatrian considère peu probable que les Arméniens vivant à l'étranger peuvent envoyer leur ressources pour les garder dans les banques arméniennes. "C'est vrai, le système bancaire arménien est stable, mais il est très petit. En outre, d'autres "asiles sûrs" existent dans le monde, des pays qui sont plus stables et fiables du point de vue politique. Pourquoi les Arméniens de l'étranger doivent choisir l'Arménie comme endroit pour garder leur argent?", a dit l'ancien président de la BCA.

"Dans l'ensemble, le projet du budget du gouvernement contient plus de promesses d'élaborer des projets que de vrais projets. J'ai une appréhension que ce gouvernement ne pourra pas affronter les difficultés qui attendent l'Arménie, on n'effectue pas un travail de cette façon", a-t-il conclu.

Le Ministère du Développement International de la Grande-Bretagne a achevé la mise en œuvre de ses projets en Arménie

Par Narée Grigorian

Après de plus de 10 ans d'activité en Arménie le Ministère du Développement International (MDI) de la Grande-Bretagne a récemment achevé la mise en œuvre de ses projets, a annoncé Pauline Hayes, directeur du département de l'Asie centrale et du Caucase du sud du MDI, lors de la conférence de presse du 25 novembre, indiquant que leur décision sur l'achèvement des projets est basé sur le fait que

l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques a classé l'Arménie parmi les pays ayant un revenu moyen. P. Heize a informé que l'assistance du MDI avait été visée aux réformes de la sphère publique, à la gestion des finances publiques et au développement socio-économique des régions.

Selon Charles Lonsdale, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne en Arménie, la décision de son pays concernant l'achèvement du projet de l'assistance bilatérale en

Arménie témoigne que cette dernière s'avance vers la réduction de la pauvreté et le renforcement de l'économie. "Bien que les projets du MDI y s'achèvent, la Grande-Bretagne continuera à assister le développement et les réformes du pays", a dit l'ambassadeur.

En réponse à la question sur le conflit du Karabagh, Charles Lonsdale a exprimé le point de vue que malgré le progrès dans les négociations, il est peu probable que le problème soit résolu "d'une manière brusque".

"Ani-Tour"



L'Agence de Voyage organise des tours de 7 à 9 jours en Arménie historique

Pour information, contactez (091) 203-206 ou (094) 203-206, écrivez-nous par info@anitour.org ou bien visitez-nous à Erévan, rue Isahakian 28, chambre No 20

Ne manquez pas cette opportunité exclusive et réalisez vos rêves.

Aucun Français n'est seul à l'étranger

Inscrivez-vous à l'Union des Français d'ARMENIE!

Votez pour nos sénateurs!
Nombreux avantages-conseils,
assurances maladie!



BP 7 - EREVAN 0010
Email: contact@ufe-am.com
Tél: 091 512606 - 093 630621
www.ufe-am.com

A YEREVAN-CENTRE

APPARTEMENTS-RESIDENCE YEZEGUELIAN

Prix à la semaine - 250 Euros

DANS LE PARC DE L'HOTEL CONGRESS
YEREVAN: 3749-3-672452 et 3749-1-739191
e-mail: yezeguelian@aol.com
Fax: 010-542-518

BUREAU A PARIS
34 A. Champs-Élysées
Tél: 01-43-59-65-19



Le gouvernement arménien accordera des garanties d'Etat aux petits et moyens entrepreneurs

Début à la page 1

Selon H. Mirzoyan, 17 milliards de drams (de près de 51 millions de dollars) accordés par le Fonds arméno-allemand seront également dépensés pour aider les petites et moyennes entreprises du pays.

Le chef du département a également informé que le ministère avait élaboré une conception de la coopération Etat - secteur privé qui serait bientôt soumis au gouvernement pour la discussion. Le ministère a également élaboré une conception de la création d'une zone de libre-échange à l'aéroport "Zvartnots". "La création d'une zone de libre-échange est princi-



Haïk Mirzoyan

palement visée à l'exportation des produits agricoles arméniens", a souligné H. Mirzoyan.

L'Ambassadeur turc sermonne le Président Obama sur les questions arméniennes



De Harut Sassounian
Édité par The California Courier
Éditorial de Sassounian du 27 novembre 2008

Les dirigeants turcs ont de plus en plus d'appréhension quant à la position annoncée de la future Administration Obama sur les questions arméniennes. Par conséquent, ils tentent de s'attirer le Président élu Barack Obama et son cercle proche, en utilisant des firmes de lobbying très onéreuses, en envoyant des délégations de diplomates importants, avec le Premier ministre Recep Erdogan rencontrant les représentants d'Obama à Washington, et le Président Abdullah Gul lui parlant par téléphone.

Même des diplomates à la retraite sont mis à contribution. Faruk Logoglu, un ancien ambassadeur turc à Washington, a récemment écrit une longue "Lettre ouverte" au Président élu Obama, composée de 23 points, abordant divers aspects des relations américano-turques. La lettre a été publiée dans l'édition Automne 2008 de Private View, une publication de l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires turcs (TUSIAD).

L'ambassadeur Logoglu a été le Président du Centre d'Études Stratégiques Eurasiennes (ASAM), un influant groupe de réflexions

spécialisé dans les relations internationales. Plus important encore, il est membre du Conseil du Centre de Recherches Stratégiques du Ministère turc des Affaires étrangères. Sa lettre au Président Obama, intitulé "Gagner la Turquie, un partenaire clé" fournit un aperçu unique de la pensée et du programme de l'establishment turc en matière de politique étrangère.

L'ambassadeur turc débute sa lettre en essayant de trouver vainement des similarités entre les États-Unis et la Turquie. Il prétend à tort que les deux pays partagent "des valeurs communes et des intérêts nationaux convergents" tels que "la démocratie, l'autorité de la loi, les droits de l'homme, les libertés fondamentales et l'économie de marché." L'ambassadeur Logoglu conclut en disant que les programmes, les priorités et les besoins des U.S.A et de la Turquie sont imbriqués.

Sans surprise, l'ambassadeur fait plusieurs références aux questions arméniennes. Dans le point 2 de sa lettre, il déclare que les relations U.S.A-Turquie se sont améliorées après "l'hésitation sur la résolution sur le génocide arménien au Congrès l'an dernier."

La lettre de Logoglu, écrite sur un ton condescendant, indique à plusieurs reprises ce que le Président Obama devra faire une fois en poste. Dans le point 6 de sa lettre, l'ambassadeur demande au Président Obama, en tant que l'une des premières tâches de son

Administration, "de mettre en place une vaste stratégie diplomatique publique pour gagner le cœur de l'opinion publique turque" eu égard au fait que "les sondages indiquent systématiquement une opinion défavorable en Turquie sur les U.S.A." Dans la logique tordue de



Logoglu, si la plupart des Turcs détestent les Américains, c'est donc l'obligation formelle du Président Obama de prendre immédiatement des mesures pour que les Turcs adorent les Américains !

Dans le point 7 de sa lettre, l'ambassadeur Logoglu, qui traite le Président Obama comme son subalterne, lui ordonne de "rendre inoffensives... les tentatives des lobbies arméniens, et autres lobbies anti-turcs, de prendre nos relations en otages. ... Vous avez besoin de convaincre l'opinion publique

turque que vous êtes équitable et que vous ne cédez pas aux exigences de groupes ayant des intérêts spécifiques, en particulier lorsque ces exigences sont pour le moins douteuses."

Dans le point 8, Logoglu indique que la résolution sur le génocide arménien et la lutte contre le PKK kurde sont deux questions concrètes qui nécessiteront l'attention d'Obama dès les premiers jours de sa présidence. Ces questions, avertit l'ambassadeur, "constituent littéralement les boutons rouges de l'écran de contrôle de nos relations. Toute résolution au Congrès soutenant les revendications arméniennes infligera des dommages substantiels, pour ne pas dire irréparables, à votre réputation en Turquie et perturbera toute la chimie de notre relation. En outre, cela n'aidera pas à résoudre le problème, et inversera la tendance positive actuelle entre la Turquie et l'Arménie. Au lieu de cela, vous devriez encourager la tendance positive récente entre les deux États voisins dans la direction du dialogue et de la conciliation."

Dans le point 12, l'ambassadeur Logoglu affirme que la Turquie veut devenir un "centre d'énergie" afin de "contrebalancer la domination russe dans ce domaine et de fournir des débouchés alternatifs aux nations productrices." Cette déclaration dévoile les faux gestes d'amitié du gouvernement turc vis-à-vis de la Russie. De plus, c'est la continuation d'une politique

ottomane ancienne, qui est de dresser une grande puissance contre une autre, tout en prétendant être l'allié des deux, et tout en exploitant les deux pays pour ses propres intérêts.

Dans le point 22 de sa lettre, l'ambassadeur turc se contredit lui-même en exhortant le Président Obama à garder à l'esprit la "position spéciale de la Turquie", lorsqu'il traitera avec la Russie, étant données les relations substantielles que la Turquie entretient avec Moscou en terme de "commerce, d'investissements, de tourisme et [de partenariats] dans le champ énergétique. Notre intérêt national nous dicte de maintenir des relations positives avec la Russie."

Pour finir, l'ambassadeur Logoglu invite le Président Obama à se rendre en Turquie dès que la "première opportunité" se présentera à lui, pour que le bavardage puisse se poursuivre dans une atmosphère plus chaleureuse !

Il est fort probable que ni le Président Obama ni ses conseillers n'auront le temps de lire cette longue lettre polémique. Cependant, les mots de l'ambassadeur fournissent un aperçu de la pensée turque et montrent combien Ankara est effrayée par les promesses électorales d'Obama et leur probable mise en application.

©Traduction C.Gardon pour le Collectif VAN - 26 novembre 2008 - 09:00 -

<http://www.collectifvan.org>

A l'III^e Eurovision Junior - 2008 " l'Arménie a pris la 8e place

Par Hasmik Hakobian

Dans le concours " Eurovision Junior - 2008 " tenu le 22 novembre en Chypre, Monika Manoutcharova, représentant l'Arménie avec la chanson " Le son

de ma chanson ", a pris la 8e place. Le groupe " Bzikebi ", représentant la Géorgie, a remporté le concours. L'Ukraine a pris la 1e place et la Lituanie a pris la 3e place.

Il est à mentionner que l'Arménie participait à l'Eurovision

Junior pour la deuxième fois. L'année dernière l'ensemble d'enfants " Arevik " de la télévision et de la radio publiques avait pris la 2e place avec la chanson " Un rêve ", ne cédant que d'un point la Biélorussie.

L'équipe arménienne d'échecs est devenue double championne

Début à la page 1

aux paroles du chef d'Etat : " Cette victoire est également celle de



Le président Serge Sargsian et Lévon Aronian

Karen Asrian ", a dit le président.

Le chef d'Etat a indiqué que la nouvelle victoire a prouvé que le succès précédent était régulier. Il a souligné : " Chaque membre de notre équipe d'or est une personnalité exceptionnelle, mais tous ensemble ils font une équipe, une volonté, un but, un drapeau ". Le président a dit que les joueurs avaient fait une grande démarche, ils avaient brisé le stéréotype, "

comme si nous sommes une nation d'individus et nous pouvons vaincre seulement individuellement. Même dans le sport individuel vous avez parvenu à remporter la victoire en équipe ", a-t-il dit, soulignant que l'unité doit régner dans tous les domaines : " Quand nous sommes unis, il n'a pas d'ob-

stacles insurmontables devant nous ".

Des prix d'Etat, des médailles de premier ordre pour les services offerts à la patrie, ont été décernés aux membres et à l'entraîneur de l'équipe d'échecs d'Arménie pour garder haut l'honneur du pays et contribuer au développement des échecs en Arménie.



Haïk Demoyan : Les Turcs ne peuvent pas voiler le fait de la démolition des monastères et des églises arméniens

Par Hasmik Hakobian

Les travaux de la restauration de la cathédrale Ani ont commencé en Turquie. Cependant, comme Haïk Demoyan, directeur du



Musée-institut du Génocide arménien, a déclaré lors de la conférence de presse du 24 novembre, parallèlement à cela, le côté turc accuse l'Arménie, déclarant que le côté arménien démolit Ani avec des explosions continues. Selon lui, il s'agit du territoire arménien, dans le secteur devant les ruines d'Ani où les géologues font des

fouilles dans la carrière. " Y abîmer la nature est la même chose que d'abîmer Ani, donc il ne faut pas réaliser une extraction au moins dans un rayon de 10km dans le territoire d'Ani ", a dit H. Demoyan, proposant de ne pas faire des fouilles dans ce territoire.

" Le plus faible endroit dans la politique négationniste de la Turquie est que les Turcs ne peuvent pas voiler le fait de la démolition de plus de trois mille monastères et églises arméniens. Quant à l'Ani, en réalisant cette opération d'information énorme ils acquièrent un certain avantage ", a-t-il souligné.

En 2011 le 1050e anniversaire de la proclamation d'Ani comme capitale Bagratouniats aura lieu. Selon H. Demoyan, les médias arméniens doivent périodiquement évoquer cet anniversaire. En ce cas-là, selon lui, le côté turc surviendra en marge, c'est-à-dire Ani ne se liera avec l'histoire turque et le patrimoine culturel.

Offre d'emploi

Noyan Tapan cherche des jeunes spécialistes pour les emplois vacants suivants:

- Responsable de vente
- Responsables de marke-ting
- Directeur de l'hébdomadaire
- Agent publicitaire

La formation professionnelle est obligatoire. Le recrutement s'effectue par concours.



Directeur Général: Tigran Haroutiunian
Rédacteur en chef: Haroutiun Khachatryan
Traductrice: Nona Petrossian
Directeur de Publication: Marina Haroutiunyan
Mise en Forme: Hayk Hovhannissian

Editeur: Noyan Tapan SARRL
N°28 Rue Isahakian, Erevan, 0009
République d'Arménie
Date et N° de Régistre:
15.12.1995; 273.110.00512
Tirage: 1000 copies
Tel:(37410) 56-59-65, Fax:(37410) 52-43-18
E-mail: contact@nt.am
URL: www.nt.am

L'édition Française de Noyan Tapan L'essentiel est sponsorisée par Mr. Raymond Yézéguelian.